

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**
Public Works and Government Services Canada
ATB Place North Tower
10025 Jasper Ave./10025 ave. Jaspe
5th floor/5e étage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6
Bid Fax: (780) 497-3510

**Request For a Standing Offer
Demande d'offre à commandes**

Regional Individual Standing Offer (RISO)
Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada
ATB Place North Tower
10025 Jasper Ave./10025 ave Jasper
5th floor/5e étage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6

Title - Sujet Vehicle Repair	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0127-14P004/A	Date 2014-07-11
Client Reference No. - N° de référence du client DND	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$EDM-305-10209
File No. - N° de dossier EDM-4-37021 (305)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-09-03	Time Zone Fuseau horaire Mountain Daylight Saving Time MDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Campbell (EDM), Brad	Buyer Id - Id de l'acheteur edm305
Telephone No. - N° de téléphone (780)497-3911 ()	FAX No. - N° de FAX (780)497-3510
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE Building 179, Main Coy Edmonton Garrison EDMONTON Alberta T5J4J5 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

**Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

Telephone No. - N° de téléphone
Facsimile No. - N° de télécopieur

**Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm
(type or print)**
**Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/
de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)**

Signature
Date

DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)**TABLE DES MATIÈRES****TITRE : Réparations diverses - Véhicules de modèle commercial - Utilisation au Canada****PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Ancien fonctionnaire
4. Demandes de renseignements - Demande d'offre à commandes
5. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations requises avant l'attribution d'une offre à commandes

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**A. OFFRE À COMMANDES**

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Divulgence proactive des marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
7. Utilisateurs désignés
8. Procédures pour les commandes subséquentes
9. Instrument de commande
10. Limite des commandes subséquentes
11. Ordre de priorité des documents
12. Attestations
13. Lois applicables
14. Estimations
15. Listes de prix

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Divulgence proactive des marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
5. Paiement
6. Instructions pour la facturation
7. Assurances
8. Clauses du guide des CCUA

Liste des annexes :

- Annexe A - Énoncé des travaux
- Annexe B - Base de paiement
- Annexe C - Rapport d'utilisation de l'offre à commandes
- Annexe D - Exemple d'évaluation financière

TITRE : Réparations diverses – Véhicules de modèle commercial – Utilisation au Canada

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- | | |
|----------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | 6A, Offre à commandes et 6B, Clauses du contrat subséquent : |
| | 6A : comprend l'offre à commandes incluant la proposition de l'offrant ainsi que les clauses et conditions applicables; |
| | 6B : comprend les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux, la base de paiement, le rapport d'utilisation de l'offre à commandes et toutes les autres annexes.

2. Sommaire

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) pour le compte du ministère de la Défense nationale (MDN), Garnison d'Edmonton, doit assurer des services de réparation, d'entretien correctif, de modifications et de fourniture de pièces de rechange pour des véhicules de modèles commerciaux (usage intérieur) de la Garnison d'Edmonton.

Les services typiques requis comprennent, sans s'y limiter, la lecture de code de moteur/de transmission, la réparation ou la reconstruction d'embrayages, la réparation ou la reconstruction de différentes transmissions, la réparation ou la reconstruction d'essieux, d'arbres d'entraînement et de différentiels, la réparation de moteur, la réparation de système de climatisation, la réparation ou le remplacement de freins.

Les véhicules visés par les services de réparation comprennent les suivants, sans s'y limiter :

Chevrolet Impala, K2500/K23500, Express, Silverado 1500, Silverado 2500

Ford	Economline, Excursion, Expedition, Grand Marquis, Taurus, F150, F250, F350, F450
Dodge	Grand Cherokee, Magnum, Dodge Panel, Durango, Sebring, Ram 1500, Ram 2500, Ram 3500
Sterling	Fourgon
Hyundai	Accent
Toyota	Prius (véhicule hybride)

Les travaux doivent avoir lieu aux installations de l'offrant.

Le ministère de la Défense nationale s'occupera de la livraison initiale des véhicules ainsi que de leur ramassage aux installations de l'offrant une fois les travaux terminés.

Tous les travaux de maintenance et de réparation doivent être effectués par des techniciens agréés ou des apprentis sous la supervision directe d'un technicien agréé qualifié pour le type d'équipement qui nécessite des réparations.

L'offre à commandes couvre une période de trois ans à partir de la date d'attribution.

Les dépenses annuelles estimées pour ce marché sont de 30 000 \$.

Les offrants doivent fournir une liste de noms ou toute autre documentation connexe, selon les besoins, conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2006 et 2007.

Pour les besoins de services, les offrants qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire devront fournir les renseignements demandés à l'article 3 de la partie 2 de la demande d'offre à commandes (DOC).

Le marché est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

3. Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la DOC par un numéro, une date et un titre sont tirées du [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (CCUA) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Les offrans qui présentent une offre s'engagent à observer les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du contrat subséquent.

Les Instructions uniformisées [2006](#) (2014-06-26) – Demande d'offre à commandes – Biens ou services – Besoins concurrentiels, sont intégrées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

1.1 Clauses du guide des CCUA

M0019T (2007-05-25), Prix et(ou) taux fermes
M1004T (2011-05-16), Condition du matériel

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Service gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offre à commandes.

2.1 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard sept jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

3. Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrans doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou

- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- le nom de l'ancien fonctionnaire;
- la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- le nom de l'ancien fonctionnaire;
- les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- la date de la cessation d'emploi;
- le montant du paiement forfaitaire;
- le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;

- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

4. Demandes de renseignements – Demande d'offre à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

5. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Alberta et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : Offre technique (deux copies papier)

Section II : Offre financière (une copie papier)

Section III : Attestations (une copie papier)

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- (a) utiliser du papier à lettres de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- (b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offre à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Section III : Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

1.1 Évaluation technique

- 1.1.1 Capacité d'exécuter tous les travaux décrits à l'annexe A – Énoncé des travaux.

1.2 Évaluation financière

1.2.1 L'évaluation financière sera effectuée conformément à l'annexe D – Évaluation financière.

1.2.2 Clauses du guide des CCUA

M0220T (2013-04-25), Évaluation du prix

2. Méthode de sélection

2.1 Pour être recevable, une proposition doit satisfaire aux exigences de la demande d'offre à commandes. La proposition recevable présentant le plus bas prix évalué sera recommandée en prévision de l'attribution d'une offre à commandes.

Le gouvernement du Canada a l'intention d'attribuer jusqu'à deux (2) offres à commandes.

Si plus d'une (1) proposition recevable est reçue, les offres à commandes seront attribuées comme suit :

- (a) la première offre à commandes autorisée sera attribuée à l'offrant dont la proposition recevable offre le prix global évalué le plus bas. Le financement couvrira 60 % des dépenses estimatives totales.
- (b) la deuxième offre à commandes autorisée sera attribuée à l'offrant dont la proposition recevable offre le deuxième prix global évalué le plus bas, mais uniquement si ce dernier diffère de **15 %** ou moins du premier prix le plus bas. Le financement couvrira 40 % des dépenses estimatives totales.

Si une seule proposition recevable est reçue, une seule offre à commandes sera autorisée. Le financement couvrira 100 % des dépenses estimatives totales.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut à remplir l'une de ses obligations prévues dans le cadre de tous contrats subséquents, s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – Renseignements connexes

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - offre, des instructions uniformisées [2006](#). Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) - Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

2. Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande du responsable de l'offre à commandes et de fournir les attestations dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

2.1 Études et expérience

M3021T (2012-07-16), Études et expérience

2.2 Statut et disponibilité du personnel

M3020T (2010-01-11), Statut et disponibilité du personnel

PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

2. Exigences relatives à la sécurité

Cette offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat)(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2005 (2014-06-26), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

3.2 Offre à commandes – Établissement de rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe C. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les *trimestres* au responsable de l'offre à commandes

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1^{er} avril au 30 juin;
Deuxième trimestre : du 1^{er} juillet au 30 septembre;
Troisième trimestre : du 1^{er} octobre au 31 décembre;
Quatrième trimestre : du 1^{er} janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

4. Durée de l'offre à commandes

4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à l'offre à commandes pourront être passées à partir de la date d'attribution du marché jusqu'au 31 mars 2017.

5. Responsables

5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Brad Campbell
Spécialiste en approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
ATB Place North Tower (Telus Plaza North)
5e étage, 10025, avenue Jasper
Edmonton (Alberta) T5J 1S6

Téléphone : 780-497-3911
Télécopieur : 780-497-3510
Courriel : brad.campbell@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

5.2 Responsable technique

Le responsable technique de l'offre à commandes sera identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

e responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'offrant (à remplir par l'offrant)

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0127-14P004/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
edm305

Client Ref. No. - N° de réf. du client
DND

File No. - N° du dossier
EDM-4-37021

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Télécopieur : _____

Courriel : _____

5.4 Installations de l'offrant/point de livraison

(à remplir par l'offrant)

Adresse : _____

6. Divulgaration proactive des marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7. Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes sont les suivants : ministère de la Défense nationale, 1^{er} Bataillon des services (bâtiment 179), compagnie de maintenance, Garnison Edmonton.

8. Procédure de passation de commandes subséquentes

Les commandes subséquentes seront attribuées sur une base proportionnelle : la première offre à commandes autorisée sera admissible à un maximum de 60 % du total des travaux demandés durant la période de l'offre à commandes; la deuxième offre à commandes autorisée sera admissible à un maximum de 40 % du total des travaux demandés durant la période de l'offre à commandes.

Si un offrant n'est pas en mesure de répondre aux besoins du gouvernement du Canada au moment de la passation d'une commande, l'autre offrant se verra offrir la possibilité d'y répondre.

9. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes, ou un document électronique.

10. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commande ne doivent pas dépasser 25 000 \$, (taxes applicables incluses).

11. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2014-06-26) – Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010C (2014-06-26) – Services (complexité moyenne);
- e) l'annexe A – Énoncé des travaux
- f) l'annexe B – Base de paiement
- g) l'offre de l'offrant en date du ____ (*inscrire la date au moment de l'attribution du marché*).

12. Attestations

12.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions d'émission de l'offre à commandes (OC). Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

13. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Alberta et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

14. Estimations

Dans le cas où une estimation de coût est exigée pour des travaux particuliers, l'utilisateur désigné fournira un énoncé des travaux à l'offrant, qui devra fournir à l'utilisateur désigné une estimation du coût des travaux particuliers, établie conformément aux dispositions relatives aux prix de l'offre à commandes. L'offrant ne devra entreprendre aucun des travaux particuliers tant qu'une commande n'aura pas été émise par l'utilisateur désigné.

Les coûts estimatifs prévus dans la commande ne pourront être dépassés sans l'autorisation écrite préalable de l'utilisateur désigné.

15. Listes de prix

À la suite de l'émission de l'offre à commandes, l'offrant aura la responsabilité de fournir et de mettre à jour des listes de prix et(ou) des catalogues, selon les besoins du Canada. L'offrant doit fournir un (1) exemplaire de son catalogue et de sa liste de prix ainsi que des mises à jour pertinentes à chacun des utilisateurs désignés qui en fait la demande. L'offrant doit également en faire parvenir un (1) exemplaire au responsable de l'offre à commandes à l'adresse indiquée dans l'offre à commandes

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

Les conditions générales [2010C](#) (2014-06-26) – Services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

3. Durée du contrat

3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Divulcation proactive des marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

5. Procédure de paiement

5.1 Base de paiement

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, *plus un profit*, établis conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de \$ _____ (**conformément aux documents de la commande subséquente**). Les droits de douane *sont inclus*, et les taxes applicables sont en sus.

5.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de 25,000.00 \$. Les droits de douane *sont inclus*, et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la

responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
- b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
- c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,

selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

5.3 Paiement unique

Clause [H1000C](#) du Guide des CCUA (2008-05-12), Paiement unique

5.4 Clauses du guide des CCUA

A9117C (2007-11-30) T1204, Demande directe du ministère client
C0710C (2007-11-30), Vérification du temps et du prix contractuel
C0711C (2008-05-12), Contrôle du temps

6. Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés

Chaque facture doit être appuyée par:

- a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
- b. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance (lorsque les déplacements sont autorisés).

2. Les factures doivent être remises comme suit :

- a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

7. Assurances

Clause du guide des CCUA [G1005C](#) (2008-05-12), Assurances

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0127-14P004/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
edm305

Client Ref. No. - N° de réf. du client
DND

File No. - N° du dossier
EDM-4-37021

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

8. Clauses du guide des CCUA

A9006C (2012-07-16), Contrat de défense

A9039C (2008-05-12), Récupération

A9062C (2011-05-16), Règlements concernant les emplacements des Forces
canadiennes

B1501C (2006-06-16), Appareillage électrique

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Réparations diverses – Véhicules de modèle commercial – Utilisation au Canada

A. Énoncé des travaux

1. Besoin

1. Les services de réparation de véhicule dans la présente section s'appliquent aux réparations, à la maintenance corrective, aux modifications et aux pièces de rechange des véhicules de modèle commercial (utilisation au Canada) pour le ministère de la Défense nationale (MDN), Garnison Edmonton.

Les services typiques requis comprendront, sans s'y limiter, la lecture de code de moteur/de transmission, la réparation ou la reconstruction d'embrayages, la réparation ou la reconstruction de différentes transmissions, la réparation ou la reconstruction d'essieux, d'arbres d'entraînement et de différentiels, la réparation de moteur, la réparation de système de climatisation, la réparation ou le remplacement de freins.

2. Les véhicules visés par les services de réparation comprennent les suivants, sans s'y limiter :

Chevrolet	Impala, K2500/K23500, Express, Silverado 1500, Silverado 2500
Ford	Economline, Excursion, Expedition, Grand Marquis, Taurus, F150, F250, F350, F450
Dodge	Grand Cherokee, Magnum, Dodge Panel, Durango, Sebring, Ram 1500, Ram 2500, Ram 3500
Sterling	Fourgon
Hyundai	Accent
Toyota	Prius (véhicule hybride)

3. Les travaux devront être effectués dans les installations de l'offrant.
4. Le ministère de la Défense nationale s'occupera de la livraison initiale des véhicules aux installations de l'offrant et de leur ramassage une fois les travaux terminés.

2. Qualifications des techniciens

Tous les travaux de maintenance et de réparation doivent être effectués par des techniciens agréés ou des apprentis sous la supervision directe d'un technicien agréé qualifié pour le type d'équipement qui nécessite des réparations.

Pour travailler comme **technicien à l'entretien et à la réparation d'automobiles** en Alberta, il faut être apprenti inscrit ou compagnon agréé en Alberta, ou détenir un certificat de compétence valide et

reconnu. Les certificats reconnus sont présentés sur le site Web Apprentice and Industry Training du gouvernement de l'Alberta, à l'adresse :

<http://tradesecrets.alberta.ca/experiencedworkers/recognized-trade-certificate/?trade=009>

Le MDN pourrait exiger une preuve de certificat reconnu à tout moment durant la période de l'offre à commandes.

3. Délai de réponse

Le fournisseur doit être en mesure de répondre aux demandes de maintenance de routine et d'effectuer les travaux requis dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception des demandes.

La maintenance de routine correspond à tous travaux dont le temps estimatif requis est de 6 heures ou moins.

4. Plan relatif aux pièces

Dans le cadre de la présente offre à commandes, seules les pièces neuves et celles du FEO sont acceptées pour les réparations et la maintenance.

Plan relatif aux pièces usagées

Les pièces et composantes usées ou endommagées visées par l'offre à commandes seront échangées contre des pièces remises à neuf en usine, sur une base individuelle et pour une pièce semblable. Si des pièces remises à neuf en usine ne sont pas disponibles, des pièces et composantes neuves et non utilisées seront alors fournies.

Dépôts de reprise

S'il y a lieu, les dépôts de reprise des pièces existantes doivent être déterminés dans les estimations remises avant le début des travaux. L'offrant doit donner au gouvernement du Canada une preuve de la valeur de reprise finale du fabricant. La valeur de reprise finale sera déduite de la facture finale pour les travaux effectués dans le cadre de chaque commande subséquente.

Estimations et factures

L'offrant fournira au gouvernement du Canada une liste détaillée des pièces et des travaux, laquelle indiquera clairement toute pièce neuve, réparée, remise à neuf ou de rechange du marché secondaire qui sera, ou a été, utilisée dans le cadre d'une réparation.

5. Rapport

L'offrant doit fournir un rapport d'entretien de véhicule au responsable de la maintenance de la base à la fin de chaque commande subséquente à une offre à commandes. Le rapport doit comprendre une ventilation des éléments de coûts relatifs aux pièces utilisées, à la main-d'œuvre et aux fournitures d'atelier, ainsi qu'une brève description des étapes de la réparation.

6. Garantie

1. Malgré l'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ou au nom de celui-ci et sans limiter l'application de toute autre disposition du contrat ou toute condition, garantie ou disposition prévue par la loi, l'entrepreneur, sur demande du Canada, doit remplacer, réparer ou corriger, à son choix et à ses frais, tous les travaux défectueux ou qui ne respectent pas les

exigences du contrat, le cas échéant. La période de garantie sera de douze (12) mois après la livraison et l'acceptation des travaux ou après la période de garantie standard de l'entrepreneur ou du fabricant si elle est plus étendue.

2. Le Canada doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux aux locaux de l'entrepreneur pour leur remplacement, réparation ou rectification. L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux qui sont remplacés ou rectifiés, au lieu de livraison précisé dans le contrat ou à un autre endroit désigné par le Canada. Cependant, lorsque le Canada est d'avis qu'un tel déplacement n'est pas pratique, l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent et il sera remboursé pour ses frais de déplacement et de subsistance.
3. La période de garantie est automatiquement prolongée de la période au cours de laquelle les travaux sont inutilisables en raison d'une défectuosité ou d'une non-conformité. La garantie s'applique à toute partie des travaux qui est remplacée, réparée ou corrigée conformément au paragraphe 1, pendant la plus étendue des deux périodes suivantes :
 - a. la période de la garantie qui reste y compris la prolongation;
 - b. quatre-vingt-dix (90) jours ou toute autre période stipulée à cette fin après entente entre les parties.

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

A. Base d'établissement des prix

1. Prix unitaires fermes

- Les prix indiqués doivent rester fermes pendant la durée de l'offre à commandes.
- Les prix fermes doivent inclure la main-d'œuvre, la supervision, les matériaux, l'équipement, les outils, les dépenses de déplacement/de repas/d'hébergement, les frais de permis et les autres frais généraux, pour tout service rendu conformément à l'énoncé des travaux (annexe A) ci-joint.
- Les prix indiqués excluent les taxes applicables. Les taxes applicables seront ajoutées à titre d'article distinct sur toute facture subséquente à la présente offre à commandes.
- Les utilisations estimatives indiquées servent à des fins d'évaluation seulement; les utilisations réelles pourraient différer.

	Description	Année 1 - Prix unitaire ferme de la date d'attribution jusqu'au 03/31/2015	Année 2 - Prix unitaire ferme du 04/01/2015 au 03/31/2016	Année 3 - Prix unitaire ferme du 04/01/2016 au 03/31/2017
1	Main-d'œuvre Taux horaire régulier d'un technicien agréé, conformément à l'énoncé des travaux	\$/heure	\$/heure	\$/heure
2	Pièces Prix de la liste de prix publiée actuelle, moins un rabais de ____ %	____%	____%	____%
3	Fournitures d'atelier Facturer à ____% du prix total de la main-d'œuvre et des pièces pour chaque commande. (prix total de la main-d'œuvre + prix total des pièces x ____%)	____%	____%	____%
4	<u>*À des fins d'évaluation seulement*</u> Installations de l'offrant Distance entre les installations de l'offrant utilisées dans le cadre de la présente offre à commandes et la Base des Forces canadiennes (BFC) Edmonton (179 Rhine Road, Edmonton AB).	____ km de la BFC Edmonton (aller-retour)	____ km de la BFC Edmonton (aller-retour)	____ km de la BFC Edmonton (aller-retour)

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0127-14P004/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
edm305

Client Ref. No. - N° de réf. du client
DND

File No. - N° du dossier
EDM-4-37021

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE « C »

RAPPORT D'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES

Calendrier des rapports trimestriels d'utilisation :

Période	Rapport dû au plus tard le
Du 1 ^{er} janvier au 31 mars	15 avril
Du 1 ^{er} avril au 30 juin	15 juillet
Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre	15 octobre
Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	15 janvier

Par la présente, l'offrant accepte de fournir des renseignements sur les commandes effectuées selon le format présenté ci-dessous :

Nom du fournisseur		Nom de l'offre à commandes	
Numéro de l'offre à commandes		Période visée	
Nom du responsable de l'offre à commandes	Brad Campbell		

Ministère	Numéro de commande	Valeur en dollars (TPS incluse)

(A) Valeur totale en dollars des commandes subséquentes pour la période visée	
(B) Totaux cumulatifs des commandes subséquentes à ce jour	
(A+B) Total cumulatif – Commandes subséquentes	

AUCUN RAPPORT : Nous n'avons pas fait affaire avec le gouvernement fédéral pendant cette période [].

PRÉPARÉ PAR

NOM :

N° DE TÉLÉPHONE :

SIGNATURE :

DATE :

Courriel : **WST.PA-EDM@pwgsc-tpsgc.gc.ca**

ou

Télécopieur : 780-497-3510.

ANNEXE « D »

ÉVALUATION FINANCIÈRE

Les offres seront évaluées conformément à l'exemple ci-dessous.

1. Exemple de soumission de l'entreprise XYZ

A. Base d'établissement des prix

	Description	Utilisation estimative	Année 1 - Prix unitaire ferme de la date d'attribution au 03/31/2015	Année 2 - Prix unitaire ferme du 04/01/2015 au 03/31/2016	Année 3 - Prix unitaire ferme du 04/01/2016 au 03/31/2017
1	Main-d'œuvre Taux horaire régulier d'un technicien agréé, conformément à l'énoncé des travaux.	100 heures	100 \$/heure	100 \$/heure	100 \$/heure
2	Pièces: Prix de la liste de prix publiée actuelle, moins un rabais de _____%.	13 000 \$	__10__%	__10__%	__10__%
3	Fournitures d'atelier Facturer à ____% du prix total de la main-d'œuvre et des pièces pour chaque commande.	28 000 \$	__5__%	__5__%	__5__%
4	* À des fins d'évaluation seulement * Transport jusqu'aux installations de l'offrant En fonction des coûts estimatifs du MDN de 1.72\$/Km pour le transport des véhicules, et du nombre estimatif de km/aller-retour entre la Base des Forces canadiennes Edmonton (179 Rhine Road, Edmonton AB) et les installations de l'offrant.	25 d'allers- retours	100 km de la BFC Edmonton (aller- retour)	100 km de la BFC Edmonton (aller-retour)	100 km de la BFC Edmonton (aller- retour)

2. Exemple d'évaluation financière

Le prix total évalué de l'offre pour l'exemple de soumission ci-dessus serait calculé comme suit :

Soumissionnaire : Nom				
	Description	Utilisation estimative	Prix unitaire ferme de la date d'attribution au 03/31/2015	Prix calculé
Année 1				
1	Main-d'œuvre Taux horaire régulier d'un technicien agréé, conformément à l'énoncé des travaux.	100 heures	100 \$/heure	<i>(100 heures x 100 \$)</i> 10 000 \$
2	Pièces: Prix de la liste de prix publiée actuelle, moins un rabais de _____%.	13 000 \$	10 %	<i>(13 000 \$ moins un rabais de 10 %)</i> 11 700 \$
3	Fournitures d'atelier Facturer à ____% du prix total de la main- d'œuvre et des pièces pour chaque commande.	28 000 \$	5 %	<i>(5 % du prix total estimatif de 28 000 \$ pour la main-d'œuvre et les pièces)</i> 1 400 \$
4	Transport jusqu'aux installations de l'offrant En fonction des coûts estimatifs du MDN de 1.72\$/Km pour le transport des véhicules, et du nombre estimatif de km/aller-retour entre la Base des Forces canadiennes Edmonton (179 Rhine Road, Edmonton AB) et les installations de l'offrant.	25 d'allers- retours	100 km/aller- retour	<i>(1.72\$/km x 100 km/aller-retour x 25 d'allers-retours)</i> 4 300 \$
Année 2				
1	Main-d'œuvre Taux horaire régulier d'un technicien agréé,	100 heures	100 \$/heure	<i>(100 heures x 100 \$)</i> 10 000 \$

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0127-14P004/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
edm305

Client Ref. No. - N° de réf. du client
DND

File No. - N° du dossier
EDM-4-37021

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

	conformément à l'énoncé des travaux.			
2	Pièces: Prix de la liste de prix publiée actuelle, moins un rabais de ____%.	13 000 \$	10 %	(13 000 \$ moins un rabais de 10 %) 11 700 \$
3	Fournitures d'atelier Facturer à ____% du prix total de la main-d'œuvre et des pièces pour chaque commande.	28 000 \$	5 %	(5 % du prix total estimatif de 28 000 \$ pour la main-d'œuvre et les pièces) 1 400 \$
4	Transport jusqu'aux installations de l'offrant En fonction des coûts estimatifs du MDN de 1.72\$/Km pour le transport des véhicules, et du nombre estimatif de km/aller-retour entre la Base des Forces canadiennes Edmonton (179 Rhine Road, Edmonton AB) et les installations de l'offrant.	25 d'allers-retours	100 km/aller-retour	(1.72\$/km x 100 km/aller-retour x 25 d'allers-retours) 4 300 \$
Année 3				
1	Main-d'œuvre Taux horaire régulier d'un technicien agréé, conformément à l'énoncé des travaux.	100 heures	100 \$/heure	(100 heures x 100 \$) 10 000 \$
2	Pièces: Prix de la liste de prix publiée actuelle, moins un rabais de ____%.	13 000 \$	10 %	(13 000 \$ moins un rabais de 10 %) 11 700 \$
3	Fournitures d'atelier Facturer à ____% du prix total de la main-d'œuvre et des pièces pour chaque commande.	28 000 \$	5 %	(5 % du prix total estimatif de 28 000 \$ pour la main-d'œuvre et les pièces) 1 400 \$
4	Transport jusqu'aux installations de l'offrant	25 d'allers-retours	100km/aller-retour	(1.72\$/km x 100 km/aller-retour x 25 d'allers-retours)

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0127-14P004/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
edm305

Client Ref. No. - N° de réf. du client
DND

File No. - N° du dossier
EDM-4-37021

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

	En fonction des coûts estimatifs du MDN de 1.72\$/Km pour le transport des véhicules, et du nombre estimatif de km/aller-retour entre la Base des Forces canadiennes Edmonton (179 Rhine Road, Edmonton AB) et les installations de l'offrant.			4 300 \$
	PRIX TOTAL FINAL évalué de l'offre			82 200 \$ CAD